



Mission économique et scientifique au Mercosur: réponses aux cinq questions les plus fréquentes

Une mission économique et scientifique dirigée par le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann s'est rendue dans plusieurs États membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) du 29 au 5 mai. Le thème central était la conclusion d'un accord de libre-échange avec la Suisse. Celui-ci améliorerait l'accès au marché et éviterait une discrimination par rapport aux concurrents européens. L'accord a suscité beaucoup de questions – voici la réponse aux cinq questions les plus fréquentes.

Pourquoi un accord de libre-échange est-il important pour moi?

Le Mercosur est le cinquième espace économique au monde. À l'heure actuelle, les exportations suisses destinées à ce espace atteignent 3,2 milliards de francs seulement. Le potentiel est loin d'être épuisé. Si l'UE conclut un accord de libre-échange avant nous, nous serons fortement pénalisés: les entreprises exportatrices suisses risqueraient de perdre des parts de marché. Cela vaut également pour des pays comme le Mexique ou le Vietnam. À long terme, ce serait mauvais pour la sécurité de nos emplois.

Est-il vrai que la production des pays du Mercosur n'est pas durable?

Non. Cela dit, certains domaines de la production agricole posent problèmes – comme dans tous les pays. Pendant la mission économique-scientifique du conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann, nous avons visité des exploitations agricoles, des abattoirs et, au Brésil, un des plus grands salons dédiés aux machines agricoles. Ces visites ont montré que la question de la durabilité est prise au sérieux dans le Mercosur. Dans l'intérêt de ce marché et dans celui de la Suisse, un chapitre majeur de l'accord de libre-échange y sera consacré.

La conclusion d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur sera-t-elle la ruine de nos paysans?

Non. Les personnes rencontrées dans les différents pays ont toutes mis en avant leur souhait d'exporter vers la Suisse non pas des produits de masse, mais des produits de niche. Les pays du Mercosur sont également intéressés par une augmentation des importations agricoles en provenance de la Suisse – de fromage par exemple. L'indication de provenance peut offrir des solutions. Sur les 260 millions d'habitants du Mercosur, 60 millions environ appartiennent à une classe moyenne dont le pouvoir d'achat progresse. On voit bien les opportunités de vente à moyen et à long termes pour nos producteurs de fromage et de lait.

N'y a-t-il pas eu des tensions entre les représentants des paysans et des entreprises?

Non, pas de tensions à signaler. La délégation comptait également des scientifiques et des agriculteurs. L'ambiance était très bonne. Les discussions étaient franches et concluantes. Les participants ont beaucoup parlé des faits et des chiffres ainsi que de leurs impressions sur le terrain. Ce n'est jamais noir ou blanc, les propos étaient nuancés. L'impression générale était qu'il sera possible de trouver des solutions si nous poursuivons le dialogue.

Pouvons-nous espérer une conclusion prochaine des négociations?

Il faudra encore plusieurs rounds de négociations. Le quatrième round aura lieu en juillet 2018. Il est possible qu'un accord puisse être conclu dans les douze prochains mois. Après le prochain round, on y verra plus clair, car les questions relatives à l'ouverture des marchés y seront abordées. Des progrès sont encore nécessaires dans ce domaine.

Pour de plus amples informations sur la mission au Mercosur:

[Nouvel accord de libre-échange avec le Mercosur: un conseiller fédéral et des entrepreneurs se rendent sur place](#)

[Mission économique et scientifique au Mercosur: premières impressions au Brésil](#)

[Argentine: entre réformes économiques nécessaires et préoccupations électorales](#)

Wirtschafts- und Wissenschaftsmission im Mercosur: Uruguay als weit entwickelter Wirtschaftsstandort des Mercosur (en allemand)

Wirtschafts- und Wissenschaftsmission im Mercosur: Paraguay auf der Aufholjagd (en allemand)